

AGIR POUR REFUSER L'INACCEPTABLE

Face aux suppressions d'emplois (non remplacement d'un agent sur deux partant à la retraite), face à la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), face à la réforme de la mobilité, le Président de la République demande aux personnels de la fonction publique d'être "*fiers d'être fonctionnaires*". Mais, comment être fiers lorsque aujourd'hui, les fonctionnaires et agents publics sont victimes d'une vaste opération de mépris et l'objet d'attaques sans précédent amplifiant sans cesse une pression de moins en moins supportable :

- remise en cause du Statut,
- mobilités forcées et licenciements,
- gestion et rémunérations individualisées avec introduction de l'intéressement,
- pertes cumulées de pouvoir d'achat depuis 10 ans,
- suppressions massives d'effectifs, course aux objectifs.

FORCE OUVRIERE exige l'arrêt de la RGPP, l'arrêt des suppressions d'emplois, l'abrogation de la loi sur la mobilité, l'augmentation de la rémunération et l'amélioration des carrières.

Et maintenant, la remise en cause « annoncée » du code des pensions.

40 ANS, C'EST DÉJÀ TROP !

FORCE OUVRIERE refuse tout report du droit à la retraite à 60 ans et tout allongement de la durée des cotisations.

FORCE OUVRIERE exige le maintien du code des pensions, le maintien du calcul sur les six derniers mois, l'intégration des primes dans le calcul de la pension de retraite, l'abandon de la décote et le maintien des droits familiaux.

Après la violente réforme de l'ITR pour les retraités de la fonction publique de l'Etat en Outre-Mer où **le gouvernement n'a pas respecté sa parole envers les parlementaires et les représentants des personnels** (absences sanctionnées, date d'effet de la pension) **FORCE OUVRIERE** exige le respect des engagements pris.

Après la disparition programmée de l'ITR, **FORCE OUVRIERE** exige, comme le prévoit la loi, que le gouvernement produise immédiatement un rapport présentant les perspectives d'instauration ou d'extension du dispositif de retraite complémentaire pour les fonctionnaires servant outre-mer qui leur garantit le maintien de leur pouvoir d'achat.

Dans ce contexte, **pour préserver notre avenir et refuser l'inacceptable**, le Syndicat National FORCE OUVRIERE des Finances Publiques appelle **tous les agents de la DGFIP à se mettre en grève le mardi 23 mars 2010. Ne pas bouger face à ces dangers et à cette attitude, c'est encourager les pouvoirs publics à poursuivre leurs sombres desseins.**

**LE 23 MARS 2010, TOUS EN GREVE
IL FAUT AGIR MAINTENANT**